

LES FRONTIERES, ON S'EN FOUT !

Les manifestants de Bruxelles ont montré que les responsables de la misère et du chômage, ne sont ni les étrangers, ni les immigrés. Quelle que soit la couleur de sa carte d'identité ou de sa peau, un exploité reste un exploité et un chômeur un chômeur.

La force des opprimés est leur nombre. Sans eux, rien ne se fait, rien ne se produit, rien ne circule, rien ne fonctionne. Face à cette puissance énorme, les patrons et leur système n'ont qu'une arme mais redoutable : celle de la division entre "nationalités", entre "ethnies", entre embauchés "définitifs" et "précaires", entre "fonctionnaires" et "secteur privé", entre Flamands et Wallons, entre Français et immigrés, entre immigrés réguliers et sans papiers, etc... Ils s'ingénient, depuis toujours, à souligner les "différences", les pauvres "privilèges", pour dresser les exploités les uns contre les autres. Ils entretiennent, dans ce but toute une coterie de politiciens qui attisent les antagonismes, créent et cultivent les différences pour empêcher que les exploités ne voient l'évidence : quelle que soit leur nationalité, leur couleur, l'endroit où ils vivent, tous souffrent d'un système injuste qu'ils ont tous intérêt à abattre. La force des opprimés est leur nombre, mais aussi leur détermination et leur conscience.

C'est cette idée que la manifestation de Bruxelles a commencé à faire renaître. Aux jeunes, surtout à ceux des quartiers où les populations d'origines diverses sont mêlées, de s'en emparer !

ABONNEMENT :
deux carnets de timbres
CZ, 11 rue S. Allende
92220 Bagneux

Des dizaines de milliers de travailleurs belges, de chez Renault, mais aussi des autres entreprises automobiles belges, Volkswagen, Mercedes, Volvo, Opel, ceux d'autres secteurs où sont programmés des licenciements (Forges de Clabecq, Philips, RMT) et surtout des ouvriers venus nombreux de plusieurs pays européens, de France, d'Espagne et de Grande-Bretagne, avec une

délégation d'ouvriers de chez Rolls Royce, des Pays-Bas, etc... a rassemblé cent mille travailleurs la semaine dernière à Bruxelles. Les avenues de la capitale belge (siège aussi des principales institutions européennes) ont retenti des cris dans presque toutes les langues européennes "Non à l'Europe du fric, oui à l'Europe sociale !" et l'Internationale, le vieux chant ouvrier affirmant la solidarité des travailleurs par delà les frontières a résonné en flamand, en français, en espagnol. C'est la première manifestation européenne, a relevé la presse. Elle vient quelques jours après la première eurogrève des ouvriers belges, espagnols et français de chez Renault. "Renault, des voitures à

vivre !" dit la pub. "A vivre" pour ceux qui peuvent se les offrir ! Et "à vivre" en brisant la vie des milliers de travailleurs qui les fabriquent ! En réalité, ce sont les manifestations qu'il faut vivre tous ensemble, pour qu'elles permettent de gagner les moyens de vivre !

En effet, même si beaucoup de jeunes ne suivent ces événements que de loin, ils sont importants. Pour tous les travailleurs et pour tous les jeunes déjà ou bientôt touchés par le chômage. Et aussi pour tous ceux qui refusent de vivre dans une société d'inégalité et de profit, où les bénéfices de quelques uns suffisent à justifier que l'on jette



dans la misère des milliers de familles.

Ces eurogrèves, ces euromanifs sont un démenti cinglant à tous ceux qui affirment que l'ennemi, c'est l'étranger, celui qui à l'intérieur des frontières ou à l'extérieur, prendrait le travail de... de qui ? Dans les rues de Bruxelles, tout le monde était l'étranger de quelqu'un. Et son frère pourtant. Solidaire de tous les "étrangers" venus pour combattre un même ennemi : le patronat, quelle que soit sa nationalité, qui surexploite ou licencie ce qui n'est pour lui que de la chair à profits.

23 mars 1997
N°30

cinquième zone

LA PAROLE EST A... NATHALIE (CES DANS UNE ADMINISTRATION).

Quand les gens qui nous gouvernent mettent en place des structures pour, paraît-il, diminuer le chômage comme les CES, CEC, PLI..., ont-ils pensé à savoir comment certains collègues allaient nous percevoir ?

Non !!!

Car les collègues, comme on les appelle, savent nous faire voir que nous ne sommes rien, pas de grade dans le service. Et pourtant, nous faisons le boulot d'un "fonctionnaire", et, nous le faisons comme eux. Cela, ils s'en foutent, nous ne sommes qu'un CES, CEC... Certains nous mettent plus bas que terre et toujours devant les autres "collègues", pour faire voir que la hiérarchie marche toujours aussi bien.

Certains nous font comprendre, ou parfois ils nous le disent clairement et simplement que nous avons juste le droit nous taire, d'encaisser.

En plus, ils nous font peur, ou du moins, ils essayent, en nous disant que si nous ripostons, c'est risqué pour nous, pour notre avenir, car nous sommes déjà dans une situation précaire ou semi-précaire.

Aujourd'hui, moi je dis non, je me révolte contre cela !!

Je suis et nous sommes des individus comme eux, avec notre fierté, notre dignité, nous ne sommes pas que CES, CEC.... nous avons un nom, un prénom qui sont d'ailleurs inscrits aux registres de l'Etat-civil. Car il faut dire aussi que lorsqu'ils nous parlent, ils nous disent toujours de regarder derrière nous, de regarder celui qui court derrière le dernier wagon et qui nous voit et qui se dit : "Elle a bien de la chance, même si elle n'a réussi qu'à prendre le dernier wagon, au moins elle roule dans cette société !"

Mais s'il faut toujours regarder derrière, on n'avancera jamais dans ce monde !

Moi, mon objectif est de regarder celui qui conduit ce train. De franchir une à une les portes qui me séparent de ce conducteur fou et qui fait rouler cette machine à une allure où **les moins rapides, les plus faibles** ne pourront pas sauter dedans.

Aujourd'hui, je suis dans ce dernier wagon, et c'est pire qu'une jungle, avec ses pièges mortels, avec ses humiliations qui me font perdre la raison, à me demander parfois si je vis dans un monde animal ou humain.

N'a-t-on pas vu déjà ces soi-disant "minorités" se rebeller contre les soi-disant "grands" ?

Certes, elles n'ont pas toujours gagné. Mais elles ont démontré qu'elles existaient, que leurs yeux, leurs oreilles, leurs bouches mais surtout leurs coeurs n'étaient pas fermés.

Alors, pourquoi pas nous ? Pourquoi n'y aurait-il pas des CES, CEC; etc, qui nous représenteraient vraiment ? Puisque les syndicats n'ont pas le droit de regard sur nous étant donné que nous sommes en contrat privé dans la fonction publique.

Aujourd'hui, j'aimerais qu'on nous considère comme des individus à part entière et non plus en simples CES, CEC...

Nous avons un coeur qui bat et qui saigne quand on nous blesse.

Nous sommes déjà mal vis-à-vis d'eux par rapport à notre statut social.

Mais, en plus ils nous le rappellent avec des mots qui nous poignent dans le coeur.

Le respect n'existe-t-il pas pour tout le monde ? Ou bien ne sert-il qu'à une certaine catégorie de personnel ?

Nathalie, CES

CES, CEC, SIVP, CDD, intérimaires, temps partiels aux horaires délirants, autant d'emplois précaires payés d'un salaire de survie et dans lesquels le lendemain n'est jamais assuré. Les temps sont difficiles pour ceux qui travaillent, plus encore pour ceux qui ne travaillent pas ou ceux qui vivent de petits boulots. Ils sont durs pour les jeunes et les moins jeunes. C'est justement dans ces périodes que le poison de la division entre actifs et chômeurs, entre jeunes et vieux, entre "français" et "immigrés" est le plus dangereux.

Que faire alors ? Se faire respecter, bien sûr. Mais aussi, comme le suggère Nathalie, s'organiser entre précaires et aussi avec les travailleurs en fixe qui, même s'ils bénéficient de conditions plus favorables que les précaires ont, finalement des problèmes du même ordre qu'eux.

On ne peut pas, il ne faut pas se laisser prendre au piège de la division. Faute de quoi, ce sera le "conducteur fou" qui se frotera les mains.

LA PAROLE EST A RACHID J'ai été félicité par la police. Et puis, on m'a mis en prison.

En janvier 1997, il faisait froid et humide. Un jour, rentrant chez moi, j'ai trouvé un chien sur le paillason. Il était maigre, roux, sale, affamé et fatigué. J'ai essayé de le virer. Il m'a regardé d'un air triste. J'ai eu honte. Je lui ai donné une soupe. Et une couverture. Le lendemain il était encore là. Il a gagné une autre soupe et, comme il faisait très froid, exceptionnellement, le droit de dormir dans la maison. Il n'en est jamais reparti. Depuis, il a le gîte et le couvert. Et l'affection de tous. Mais, que voulez-vous, il est resté vagabond. Et de temps à autres, il se sauve. Dernièrement, on m'a appelé d'un commissariat pour le récupérer. J'ai raconté mon histoire aux policiers. Ils en ont été émus et, pour tout dire, m'ont félicité d'avoir évité à cette pauvre bête d'être piquée.

Plus récemment encore, j'ai rencontré, un homme. Il était maigre, affamé, sans papiers et fatigué. Bien sûr, je l'ai aidé, nourri, accueilli, hébergé. Qui aurait fait autrement ? Et parce que c'est un homme et qu'il devait trouver des solutions à sa situation, il est sorti. Sans papiers. La police l'a arrêté puis expulsé, menotté, baillonné et scotché au siège de l'avion.

Et puis, on m'a arrêté aussi. "Aide à un immigré clandestin" m'ont-ils dit. Je risque cinq ans de prison. Que va devenir mon chien ?

CINQUIEME ZONE

Les "banlieues" sont un thème fréquemment évoqué pour verser une larme hypocrite ou faire peur aux bourgeois, mais aucun parti, ni de gauche ni de droite ne peut ni ne veut répondre aux problèmes qui s'y posent. Les quartiers les plus pauvres sont aussi les plus mal équipés, les plus mal desservis par les transports et autres services publics. Ils sont ceux où la société capitaliste rejette ceux qu'elle exploite le plus, par les «petits boulots», l'interim et autres emplois précaires, ou ceux qu'elle condamne au chômage et à la misère matérielle et morale.

Chômage, précarité, pauvreté, racisme, violence, sont les produits d'une société injuste qu'il faut combattre. Faute de quoi l'injustice et la misère seront le terreau des fanatismes.

Tous cultivent les poisons du particularisme, du nationalisme, du racisme pour attiser la haine. Fascistes et intégristes se font la courte-échelle.

Les catégories les plus pauvres de la population, quelle que soit leur origine, les jeunes en particulier, n'ont pas d'autre solution que de reprendre le combat collectif des opprimés contre les oppresseurs. C'est par les armes de l'action politique et syndicale que les générations passées avaient obtenu les améliorations dont nous continuons (de moins en moins, il est vrai), à bénéficier. C'est en reprenant ces traditions de combat que nous enrayerons la spirale de la pauvreté et de la déchéance.